

plus être de ceux qui ne reconnaissent pas que des progrès sont réalisés de temps en temps. Cependant, je représente une circonscription de la Saskatchewan, et je crois que le gouvernement a une part de responsabilité à un égard, du moins en ce qui concerne cette province. Je parle évidemment des EDER qui n'ont pas été renouvelées.

Comme le ministre le sait, la Saskatchewan a perdu 23 000 habitants l'an dernier. Ce chiffre équivaut à la population de certaines de nos plus grandes localités. En fait, la Saskatchewan a seulement quatre villes qui comptent plus de 23 000 habitants. Trois cents des 500 localités de cette province ont vu leur population diminuer l'an dernier. La situation est donc urgente.

Les EDER existantes devaient durer dix ans. Les cinq premières années ont pris fin le 31 mars dernier, à la fin de l'exercice financier. Les gens avaient fait leurs plans en se basant sur le fait que les ententes seraient encore renouvelées pour cinq ans. Le ministre a dit, à l'époque, qu'elles seraient négociées bientôt. Quand on lui en a reparlé durant l'été, il a répété qu'elles seraient négociées bientôt. Je commence à penser qu'il n'a pas la même notion du temps que tout le monde. Ses bientôt sont bien longs. Quand le gouvernement renégociera-t-il sérieusement ces ententes?

Dans le domaine des minéraux, les petites sociétés d'exploration que le gouvernement supportait sont maintenant coincées par la suppression du programme des actions accréditatives. Dans le domaine de la foresterie, non seulement la situation ne s'améliore pas, mais avec les dégâts causés, entre autres, par les incendies de forêts, elle s'aggrave. Dans le domaine du développement du Nord, on laisse stagner une foule de bonnes initiatives concernant, entre autres, les sociétés de développement des collectivités, qui commençaient à peine à bien fonctionner. Dans le domaine du tourisme, qui a beaucoup de potentiel, beaucoup de projets n'avancent pas. Il y a eu beaucoup de suggestions de faites autour de l'idée d'appuyer des organisations économiques locales et des organisations sectorielles, de sorte que les petites localités et les petites entreprises puissent participer à l'organisation de leurs secteurs, de façon à être plus compétitives et à avoir accès aux grands programmes comme ceux du BDEO. Si l'engagement est aussi sérieux, comment se fait-il que nous attendons depuis un an et que nous ne voyons toujours rien venir? En fait, on nous dit à nouveau que ce sera pour bientôt.

Les crédits

M. Mayer: Madame la Présidente, nous n'avons pas besoin de devenir sérieux dans la négociation des EDER, nous avons toujours été sérieux et c'est ce que nous disons depuis le budget d'avril 1989. Les provinces connaissent très bien notre position.

Je vais être franc avec le député. Il nous a fallu plus de temps que nous aurions voulu, et que je pensais à l'époque, pour préparer la voie et mettre tout en place. Toutefois, il devrait savoir que la programmation de la diversification économique de l'Ouest se poursuit en Saskatchewan. Elle est importante à certains endroits. Il devrait savoir également qu'il y a quelques projets très intéressants en préparation qui profiteront directement à la Saskatchewan, notamment un projet de pipeline.

Nous avons encore 242 millions. Nous ne fonctionnons pas selon le principe voulant que si l'argent n'est pas dépensé, on va nous le reprendre. L'argent est là. J'ai rencontré les représentants de la province de Saskatchewan il y a environ un mois pour examiner leurs priorités. Nous nous préparons tous et lorsque les documents seront prêts nous pourrions être précis, puis négocier et signer.

La province ne prend pas le mors aux dents, car l'argent des précédentes ententes continue de rentrer. Il y a des programmes réguliers dans le cadre de la diversification économique de l'Ouest et la province est satisfaite car l'argent affecté à des ententes de type EDER est toujours là. Je n'ai jamais utilisé le mot «bientôt». Nous sommes de plus en plus près de la signature de ces ententes.

M. Maurice Foster (Algoma): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir prendre la parole cet après-midi dans ce débat qui est d'une importance capitale pour tous les membres de notre groupe parlementaire, pour tous les députés des régions du pays dont l'économie repose sur l'exploitation des richesses naturelles, notamment le Canada atlantique, le nord de l'Ontario et les provinces de l'Ouest.

La résolution a été proposée cet après-midi par le député de Kenora—Rainy River parce que toutes les régions du pays sont extrêmement préoccupées par l'orientation que nous prenons, qu'il s'agisse du transport dans ces régions et de VIA Rail, des réductions inquiétantes du financement des ententes de développement économique et régional, comme l'a souligné le député de Saskatchewan, des problèmes de pêche dans le Canada atlantique ou des très graves problèmes que les producteurs de l'Ouest connaissent parce que le gouvernement